

## NORDINE AÏT LAOUSSINE AU SOIR D'ALGÉRIE :

# «Gaz de schiste :

*Nous avons profité de la conférence Algeria Future Energy, qui s'est déroulée dernièrement à Alger, pour rencontrer Nordine Aït Laoussine, ancien ministre de l'Energie, expert international et actuel président de Nalcosa SA. La conférence a regroupé un nombre impressionnant d'experts internationaux et a essentiellement traité «des énergies renouvelables, des non-conventionnelles et des activités en amont dans les hydrocarbures». Outre les énergies renouvelables sur lequel l'ancien ministre s'est longtemps attardé avec nous, il nous a donné son point de vue d'acteur du secteur sur les réussites et les échecs de notre politique dans ce domaine depuis l'indépendance, comme il nous a également brossé un état des bouleversements que connaît actuellement l'énergie à l'échelle mondiale et leurs incidences sur la politique énergétique nationale.*

**Le Soir d'Algérie :** Vous étiez en charge du portefeuille ministériel de l'énergie et plus antérieurement encore, vous étiez un des acteurs de la création de Sonatrach. Par rapport aux objectifs qui étaient fixés à SH pour la contribution au développement national, l'on est forcé de constater qu'avec une économie nationale qui reste encore aujourd'hui aussi dépendante des hydrocarbures, l'on est loin d'avoir atteint cet objectif. Qu'est-ce qui, selon vous, a conduit à cette situation ?

**Aït-Laoussine :** Lorsque fut décidée la nationalisation des hydrocarbures le 24 février 1971, l'objectif essentiel poursuivi



Nordine Aït Laoussine.

était d'utiliser le pétrole pour en faire un outil de développement, autrement dit, faire jouer au pétrole un rôle de catalyseur, de dynamo, pour entraîner le reste de l'économie. Souvenez-vous, à ce sujet, de la fameuse parole de Houari Boumediène : «Il faut semer le pétrole pour récolter le développement.» Pour ce faire, il fallait d'abord prendre le contrôle de nos ressources pétrolières. On ne pouvait pas demander aux sociétés internationales opérant dans ce domaine et présentes à l'époque de faire jouer ce rôle aux hydrocarbures. Ces sociétés venaient chez nous, cherchaient le pétrole, le trouvaient, l'exportaient, payaient leurs impôts et c'était tout. L'avenir du pays ne les concernait pas, tout au moins à l'époque. S'agissant du contrôle, nous l'avons effectivement réalisé. Dans le pays aujourd'hui, aucun acte lié au développement de nos hydrocarbures — pétrole et gaz — ne se fait sans l'accord de SH. Nous avons créé une société nationale qui a fait la fierté du pays et que certains pays du tiers-monde nous enviaient. Sur ce plan précis du contrôle, nous avons réussi et gagné cette bataille. Une fois le contrôle de la production réalisé, il fallait en assurer la commercialisation et faire en sorte d'augmenter les revenus pétroliers en défendant le prix de nos exportations sur la scène internationale. C'était là le deuxième objectif.

### Au sein de l'Opep...

Nous menions un véritable militantisme et œuvrions d'une façon constructive au sein de l'Opep. Alors que nous n'y occupions que le 10<sup>e</sup> rang par le niveau de notre production, nous étions, à l'époque, aussi influents que l'Arabie Saoudite ou l'Iran. Avec ces deux pays, nous avions une influence considérable sur les prix. Donc, non seulement nous avons gagné la bataille du contrôle, mais nous avons également gagné la bataille de l'augmentation de la rente. Nos revenus avaient été multipliés par 15. Quant au 3<sup>e</sup> objectif, à savoir comment mettre cette dynamique au service du développement, là nous sommes bien obligés de dire que nous avons échoué.

**Nous n'avons, par exemple, pas été en mesure d'intéresser suffisamment le secteur privé. Il n'est pas possible de diversifier l'économie nationale en ne comptant que sur les seules sociétés nationales.**

### Et pour quelles raisons ?

Un économiste vous l'expliquerait mieux que moi, mais ce que je peux vous dire, c'est que cet échec est imputable à plusieurs raisons.

### La raison essentielle, selon vous ?

Nous n'avons, par exemple, pas été en mesure d'intéresser suffisamment le secteur privé. Il n'est pas possible de diversifier l'économie nationale en ne comptant que sur les seules sociétés nationales. C'est là un des aspects.

L'autre aspect concerne la gestion.

Est-ce que nous sommes véritablement capables de bien gérer nos affaires ? Il est vrai qu'il y a eu des changements, des modifications de régime, de nouvelles politiques, etc. Le fait est là : l'exportation de notre richesse en hydrocarbures — pétrole et gaz — représente toujours plus de la moitié de notre produit national brut (PNB). En Norvège, par exemple, cette part n'est que de 25%. Nous ne sommes toutefois pas les seuls dans cette situation. Les autres pays de l'Opep sont à peu près dans le même cas sauf, peut-être, les Emirats arabes unis. La moitié de la richesse produite dans l'année provient

des hydrocarbures. C'est la preuve que notre économie n'est pas diversifiée. Nous restons toujours tributaires du cours du pétrole : si le cours du pétrole chute, c'est tout le pays qui risque de se trouver par terre. Quant aux recettes d'exportation des hydrocarbures, elles atteignent 95%, voire plus, du total des recettes ! Il est vrai que nous avons tout fait pour encourager le secteur hors hydrocarbures mais malgré toutes les mesures prises, nous continuons toujours de dépendre massivement des hydrocarbures. Autre élément, et non des

Interview réalisée par  
Khedidja Baba-Ahmed  
khedidja\_b@yahoo.fr

moindres, est le taux de chômage, notamment celui des jeunes entre 15 et 24 ans. Les statistiques officielles, qui ne donnent que le chiffre de chômage global, sont loin de refléter la réalité cruelle du chômage de nos jeunes. Ce sont ces éléments qui font que nous restons une économie tributaire des hydrocarbures. C'est dans ce sens-là que je dis que nous avons échoué. Alors que nous avons gagné la bataille du contrôle, gagné celle de la rente que nous avons augmentée, nous avons perdu celle de la diversification de notre économie parce que nous n'avons pas été en mesure de recycler convenablement la rente pétrolière.

**Le secteur de l'énergie dans le monde connaît actuellement de très grands bouleversements. En quoi ces bouleversements touchent-ils notre pays ? L'Algérie s'y est-elle préparée ? Si oui, de quelle manière ?**

L'industrie énergétique mondiale connaît, en effet, un certain nombre de transformations fondamentales. Pour ce qui est de l'Algérie, s'il y a un fait sur lequel j'insisterai, c'est que notre production d'hydrocarbures est en train de baisser. Ceci intervient à un moment où la demande mondiale connaît un certain fléchissement, compte tenu de la situation économique et de la récession à travers le monde. En termes de consommation, celle des pays de l'OCDE, par exemple, qui représente plus de la moitié de la consommation mondiale, baisse depuis 2005. Lorsque vous regardez les prévisions à long terme, vous vous apercevez qu'aucune projection ne permet de penser que la consommation de l'Europe, des Etats-Unis ou du Japon va se relever.

Il faut donc se préparer à une baisse de la demande pétrolière. Les pays riches se sont, en effet, organisés pour dépendre de moins en moins du pétrole...

### Et qu'ont-ils fait pour s'y préparer ?

La consommation dans ces pays est en train de baisser essentiellement pour des raisons de substitution par les énergies renouvelables et par l'efficacité énergétique, autrement dit ces pays sont en train de créer la même richesse tout en consommant moins de pétrole.

La très légère augmentation de la consommation à l'échelle mondiale est le fait de la consommation des pays asiatiques (3 à 4 % d'augmentation chaque année), notamment la Chine, l'Inde et d'autres pays de la région. Il est donc clair que la demande pétrolière à l'échelle mondiale ne va pas augmenter outre mesure. Au même moment, il y a d'énormes découvertes qui se font. L'on a pensé, pendant très longtemps, y compris chez nous, que le plus gros des découvertes avait été fait et qu'il ne restait éventuellement plus que des petits gisements à découvrir.

Or, il y a eu des découvertes qui ont surpris les géologues.

## Quelques étapes de son parcours

Diplômé en géologie pétrolière de l'Université du Michigan (USA), Nordine Aït-Laoussine a été, dès 1964, un des acteurs importants du développement de l'industrie pétrolière en Algérie. D'abord, comme conseiller technique auprès de Belaïd Abdeslam, alors ministre de l'Industrie et de l'Energie, ensuite à Sonatrach en tant que vice-président exécutif chargé de la division hydrocarbures, puis vice-président exécutif chargé de la division commercialisation. Nordine Aït-Laoussine a fait partie de l'équipe chargée de la conception et de la mise en œuvre de la politique algérienne dans le domaine des hydrocarbures. Ministre de l'Energie dans le gouvernement de Sid Ahmed Ghazali, il a fait voter la loi sur les hydrocarbures de 1991 qui, en amendement la loi de 1986, a stimulé la participation des sociétés étrangères dans l'amont pétrolier. Nordine Aït-Laoussine est président de Nalcosa SA (Genève), société de conseils dans le domaine de l'énergie qu'il a créée en 1980.

Il est membre de l'Oxford Energy Policy Club, du Geneva Petroleum Club, du Paris Energy Club, de l'Advisory Board du Groupe Energy Intelligence ainsi que de l'International Advisory Board de Dana Gas.

**J'ai donc un droit de regard et, si cela me convient, je me porte moi-même acquéreur, au même prix. Ce droit de préemption existe partout, il faut le maintenir pour assurer la bonne réalisation de nos projets. Au demeurant, le projet de nouvelle loi pétrolière, actuellement en cours d'examen au Parlement, n'apporte, en l'espèce, rien de nouveau.**